



Mot du Coordinateur

C'est une période chargée pour le PEPFAR, alors que nous jonglons tous avec la planification, le reporting et la mise en œuvre. En Juillet, une revue interne du programme a révélé que nous sommes sur la bonne voie, en ligne avec les orientations stratégiques et les données disponibles sur l'épidémie. Notre rapport semi-annuel a montré que malgré de problèmes inhérents à la crise postélectorale, les partenaires du PEPFAR ont réussi à assurer les services essentiels – un exploit incroyable.



Pour le COPI2, il nous est demandé de mettre l'accent sur le renforcement de l'appropriation par le pays, la promotion de l'efficacité et l'amélioration de l'évaluation du renforcement des capacités et de l'impact de notre assistance technique. Ce sont là des défis pour les équipes du PEPFAR à travers le monde, mais particulièrement pour la Côte d'Ivoire, où le nouveau gouvernement continue de développer sa vision et sa structure pour la lutte contre le VIH/SIDA. Avec des partenaires apportant leur expertise, nous devons être créatifs dans l'amélioration de la prévention, des soins et du traitement du VIH et en créant une culture de redevabilité dans laquelle nous sommes tous responsables de l'utilisation judicieuse des ressources et de l'obtention des résultats. Le PEPFAR doit continuer à rechercher l'engagement des leaders nationaux pour partager les prises de décision et assurer la transparence dans tout ce que nous faisons.

C'est une période de transition et de grand espoir, avec de nouveaux donateurs et de nouvelles opportunités de renforcement des systèmes sanitaires, de la gestion et de la coordination. Le PEPFAR est reconnaissant envers nos partenaires, anciens et nouveaux, et se réjouit de contribuer à la réalisation des objectifs nationaux – notamment l'Initiative Zéro pour l'élimination de la transmission du VIH de la mère à l'enfant.

Jennifer Walsh
Coordinateur-Pays PEPFAR

Traitement en transition

L'appropriation avance avec 2 nouvelles ONGs, 5 subventions

La transition du programme PEPFAR des entités internationales vers des partenaires ivoiriens avance avec la naissance de deux organisations locales et la signature de cinq nouvelles subventions pour mener le programme de traitement antirétroviral (ART) en Côte d'Ivoire dans sa prochaine phase quinquennale.

Trois organisations ivoiriennes – dont le partenaire principal ACONDA-VS, qui poursuit ses activités, et deux dérivées des partenaires internationaux – ont remporté de nouvelles subventions compétitives auprès de CDC/PEPFAR pour appuyer les services de prévention, de soins et de traitement du VIH/SIDA, couvrant la majeure partie de la Côte d'Ivoire jusqu'en 2016.

Elles bénéficieront dans le cadre des nouvelles attributions d'une assistance technique de la **Fondation Elizabeth Glaser** (EGPAF, dirigée par le Dr Essombo Joseph) et de **Columbia University** (ICAP, dirigé par le Dr Viho Ida), dont les subventions du Track 1.0 ART qui prennent fin en Février 2012 ont contribué à hisser le programme national ART à son niveau actuel. Une sixième nouvelle subvention, qui reste encore à attribuer, fournira une assistance technique au Ministère de la Santé et de la Lutte contre le SIDA pour la transition.

Les partenaires ivoiriens sont:

ACONDA-VS: Dirigé par le Dr Touré Siaka, cette ONG est passée de sous-partenaire d'EGPAF au statut de partenaire principal en 2006. Dans le cadre de sa nouvelle attribution, ACONDA continuera à soutenir les services de VIH/SIDA dans l'Ouest de la Côte d'Ivoire et à Abidjan.

Ariel: Dirigé par le Dr Tanoh Anthony, ce dérivé d'EGPAF couvrira essentiellement l'Est et le Sud-Ouest de la Côte d'Ivoire. Sa couverture géographique s'étendra progressivement sur toute la zone d'intervention de l'ancien

projet EGPAF, qui se focalisera sur l'assistance technique pour Ariel et d'autres ONGs locales.

SEV-CI (Santé Espoir et Vie-Côte d'Ivoire): Dirigée par le Dr Adou Bernard, ce dérivé de Columbia interviendra dans les régions du Fromager, du Haut-Sassandra et de la Marahoue et s'étendra à deux autres régions alors que Columbia se focalisera plus sur l'assistance technique pour SEV-CI et d'autres ONGs locales.

Health Alliance International, dont la subvention CDC/PEPFAR court jusqu'à Septembre 2014, continuera à soutenir les services de VIH/SIDA dans la partie Centre/Centre-Nord/Nord-Est du pays.

La transition vers des entités ivoiriennes est un mandat en conformité avec la Phase 2 du PEPFAR focalisée sur l'appropriation par le pays hôte. Sous la direction du Ministère de la Santé et de la Lutte contre le SIDA, les partenaires ont travaillé pendant deux années pour préparer une transition qui n'entravera pas ou ne réduira pas la qualité des services offerts tout en augmentant le nombre de patients sous ARV de 61.000 en Septembre 2010 à 79.000 en Septembre 2012.

« Cette transition est importante car elle signifie l'appropriation par le gouvernement et la société civile nationale, » disait le Dr Essombo. « ... Le rôle des partenaires internationaux serait ainsi ramené à l'assistance technique selon les besoins exprimés par la partie nationale. »

Essombo avoue qu'il y a des risques inhérents à une telle transition, en particulier dans un environnement de financement limité, mais précise-t-il : « Il faudra faire confiance à la partie nationale et l'accompagner. Bien entendu elle devra prendre des engagements très clairs sur la base desquels les progrès seront mesurés à court, moyen et long terme. ... »

« La responsabilisation des acteurs est essentiel pour l'appropriation par le pays. »



Dr Viho, Columbia



Dr Toure, ACONDA



Dr Tanoh, Ariel



Dr Essombo, EGPAF

Nouveaux incinérateurs pour réduire les risques d'infection en Côte d'Ivoire

La gestion des déchets médicaux infectieux en Côte d'Ivoire a reçu un coup de pouce grâce à un don par le CDC/PEPFAR de six incinérateurs modernes de déchets mixtes pour l'élimination sécuritaire des déchets d'au moins 60 établissements de santé dans six districts du pays.

Trois des six incinérateurs ont été installés dans les structures sanitaires publique à Daoukro, Toumodi et Yamoussoukro. Les trois autres – à Aboisso, Sassandra et Séguéla – devraient être opérationnels d'ici à la fin de l'année, complétant l'investissement du PEPFAR à 500.000 dollars.

Quatre autres incinérateurs ont été commandés pour l'année prochaine.

Une enquête réalisée par la Direction Générale

de l'Hygiène Publique (DGHP) en 2009 a montré que les structures médicales ivoiriennes produisent plus que 3.300 tonnes de déchets infectieux chaque année. La gestion de ces déchets est restée longtemps approximative, exposant les prestataires de soins, les malades et les communautés à des risques sanitaires importants.

L'ensemble des 1.589 établissements de premier contact et des 86 établissements de référence ont besoin des services d'un incinérateur pour l'élimination de leurs déchets. Avant l'intervention de la DGHP, il existait en Côte d'Ivoire huit incinérateurs à combustion pyrolytique, mais sur 102 districts sanitaires, aucun ne disposait d'incinérateur destiné à l'élimination de l'ensemble de ses

déchets. Les six nouveaux incinérateurs peuvent brûler plusieurs types de déchets infectieux à une proportion de 30 à 40 kg par heure.

Selon le Dr Ehoussou Konan, coordinateur du programme de prévention de CDC/PEPFAR Côte d'Ivoire, « La gestion des déchets médicaux a



Le personnel de l'Hôpital Général de Toumodi célèbre l'installation d'un nouvel incinérateur.

(Suite Page 2)

Nouveau Partenaire



Qui: Heartland Alliance, ONG américaine créé en 1888 (sous le nom de Travelers Aid), qui intervient dans plusieurs pays (Ghana, Burundi, Rwanda, Iraq, Haiti, Nigeria, Congo, Rep. Dominicaine) dans les domaines du VIH/SIDA, protection de l'enfance, santé mentale, protection des immigrés et populations vulnérables, etc.

Directeur de Projet: Kouakou Koffi Venance

Quoi: Heartland Alliance initie en Côte d'Ivoire, grâce au soutien financier de CDC/PEPFAR, un programme dénommé IMPACT-Cl (Improving Prevention and Access to Care and Treatment Côte d'Ivoire), qui vise à renforcer l'offre et à étendre la demande de service de prévention VIH, dépistage des IST, soins et traitements des maladies qui affectent les populations hautement vulnérables, en particulier les hommes ayant des relations sexuelles avec d'autres hommes (HSH), les professionnels du sexe (PS) et leurs partenaires.

Quand: Depuis Octobre 2010, sur cinq ans
Où: 12 sites à Abidjan (Marcory, Abobo, Yopougan, San Pedro, Guiglo, Man, Daloa, Yamoussoukro, Abengourou, Bondoukou, Gagnoa, Bouaké)

Avec Qui: Sous-partenaires locaux Alternative Cl; Arc en Ciel Plus; Association de Soutien à l'Autopromotion Sanitaire Urbaine (ASAPSU); Association pour la Promotion de la Santé de la Femme, de la Mère, de l'Enfant et de la Famille (APROSAM); Blety; Côte d'Ivoire Prospérité (CIP); Espace Confiance; Groupe Biblique des Hôpitaux (GBH); Renaissance Santé Bouaké (RSB); et Service d'Assistance Pharmaceutique et Médicale (SAPHARM)

Contacts: venkza@yahoo.fr, gallye@heartlandalliance.org, LBabcock@heartlandalliance.org, KSylla@heartlandalliance.org; (225) 01 05 11 76 / 65 08 44 28 / 09 96 77 19

Formation pratique des assistants sociaux renforce la PEC

Pour les personnes dépistées VIH positives, un assistant social bien formé peut être une main secourante, les aidant à surmonter les défis du traitement et la peur de la stigmatisation.

C'est la conclusion des témoignages personnels et d'une évaluation citée lors de l'atelier bilan d'un projet pilote de la Fondation Elizabeth Glaser (EGPAF), partenaire du CDC/PEPFAR. En 3 ans, EGPAF a soutenu la formation pratique de 151 assistants sociaux pour appuyer les activités de counseling, soins et soutiens des personnes vivant avec le VIH (PVVIH), y compris les enfants.

Ce projet géré par une équipe de l'Institut National de Formation Sociale (INFS) a démontré que l'implication des assistants sociaux dans les structures de santé est aussi bien utile que faisable. Une auto-évaluation a montré que ce travail a permis



Les assistants sociaux ont démontré le processus et les résultats de leur formation pratique.

une réduction du taux de perdus de vue et une amélioration du soutien psychosocial des PVVIH.

L'atelier a couronné les réalisations du projet, avec les témoignages des assistants et de la communauté ainsi que la présentation des « NetBooks » aux 10 assistants les plus performants. Depuis leur formation pratique de six mois, 40 des assistants ont été affectés sur les sites pour continuer leurs activités, et la planification continue pour renforcer le personnel social.

Les participants à l'atelier (dont les ministères de la Fonction Publique, de l'Enseignement Technique, de la Santé et de la Lutte contre le SIDA, et de l'Economie et des Finances) ont aussi discuté du coût important du programme (3.000 USD par assistant formé) et ont entamé la recherche de ressources et de stratégies pour la pérennisation.

Mon numéro est ...
le 106

Les réponses à toutes vos questions relatives au VIH/SIDA sont à votre portée – et gratuites – avec la reprise d'une ligne d'information (numéro 106) gérée par l'ONG locale Ruban Rouge.

Dans le cadre d'un partenariat avec la Fondation MTN, le Département d'Etat américain a signé une subvention PEPFAR avec l'ONG Ruban Rouge pour reprendre la ligne active. Ruban Rouge, une ONG de personnes vivant avec le VIH, gèrera la ligne et la dotera le service de personnel adéquat. L'organisation Johns Hopkins University Center for Communication Programs fournira l'assistance technique pour les supports de communication, la formation et le suivi.



Travaillant en synergie d'action, Koffi Rolande de Ruban Rouge, Melanie Carter de Département d'Etat et Dr Série-Traore Régina de JHU/CCP sont en train de réactiver la ligne d'information VIH/SIDA en partenariat avec la Fondation MTN.

La ligne active, qui sera gratuite pour les appelants de tous réseaux de téléphonie cellulaire opérationnels en Côte d'Ivoire, devrait être opérationnelle à la fin de cette année. Il sera maintenu après l'arrêt du financement PEPFAR grâce à des activités génératrices de revenus réalisées par Ruban Rouge et prévues d'être soutenues par des entreprises du secteur privé.

Incinérateurs

Suite de la Page 1

toujours été un problème de santé publique, qui s'est aggravé depuis la propagation de l'infection à VIH/SIDA, » avec l'accroissement rapide du dépistage, du suivi biologique et des déchets médicaux qui en résultent « La contribution du PEPFAR vise à réduire les risques d'infection et à améliorer la sécurité sanitaire. Notre souhait est que le gouvernement ivoirien puisse veiller à l'application effective, par les

prestataires de soins, des normes et directives nationales et internationales sur l'élimination des déchets médicaux, encourager les initiatives locales pour l'appui aux hôpitaux à éliminer les déchets de soins, et rechercher avec d'autres donateurs d'autres technologies efficaces d'élimination des déchets médicaux. »

Les districts bénéficiaires des nouveaux incinérateurs ont participé, par le passé, aux programmes de sécurité des injections et de la sécurité des déchets médicaux financés par le PEPFAR et

ont vu leurs personnels sensibilisés au tri des déchets et à la polarisation de la proportion infectieuse vers l'incinérateur afin d'optimiser son utilisation.

Le plaidoyer mené par la DGHP a eu un écho favorable auprès des représentants des conseils généraux et des mairies de Daoukro, Yamoussoukro et Toumodi pour l'enlèvement des déchets ménagers et assimilés des structures sanitaires, pour le transport des déchets infectieux vers les incinérateurs, et pour un appui à leur bonne marche.

Contribuer à PEPtalk!



Avez-vous une information, une histoire, une belle photo? Un commentaire pertinent? Envoyez-le à votre point focal PEPFAR ou à howardb@ci.cdc.gov.

Contributeurs à PEPtalk No. 16:

Partenaires d'exécution du PEPFAR, Koffie Ernest, Joan-Luis Njampo, Dr. Aka Micheline, Dr. Coulibaly-Traore Djénéba, Brian Howard

Arrivées & Départs



Afari Caroline, nouvelle analyste budgétaire, CDC



Deza Herve, nouveau analyste budgétaire, USAID



Dr. Anna Likos, ex-directrice pays du CDC, partie au Maroc



James Ham, ex-directeur adjoint du CDC, parti au Zambie



Bijou Muhura, ex-conseillère technique, partie à Washington